

## Edito | Pour relancer l'Europe pas besoin des Etats-Unis

**Au moins les choses sont claires...Et c'est le commentaire d'Angela Merkel au lendemain du G7 qui le dit: Entre les Etats-Unis et l'Europe, le temps de la confiance est quasiment révolu. Il faut dire qu'avec un président isolationniste qui ne voit les relations internationales que sous l'angle du business, l'Europe n'avait aucune illusion à se faire. Et, d'ailleurs, faudrait-il s'en faire? Le parapluie militaire américain valait surtout dans les temps de guerre froide et quelle que soit l'inquiétude que peut susciter la volonté de Poutine qui est nostalgique de l'Empire, façon URSS, nous ne sommes pas dans un contexte d'escalade comme ce fut le cas sous l'ère Brejnev**

En revanche, il faut discuter avec lui du respect de ses engagements, en Ukraine notamment, et des rapports qu'il entend entretenir avec L'Union. C'est évidemment sur ce terrain que le président français va le recevoir, ce lundi. Un coup de "si Versailles m'était conté" qui peut sans doute flatter le président et l'opinion russe.

Mais au-delà, ce qui transparait dans le propos de la chancelière allemande c'est l'urgence d'une relance de la construction européenne. Celle-ci est d'autant plus nécessaire, au lendemain de l'élection présidentielle française, que le scepticisme de notre peuple n'a pas disparu comme par enchantement au prétexte que Marine Le Pen s'est fracassée sur l'écu et l'euro. Il faut bien sûr oser mettre à plat la mécanique institutionnelle européenne et travailler au rapprochement des parlements nationaux et d'un parlement européen mal perçu parce que trop lointain, mais l'urgence doit concerner l'économie. La création d'une dynamique, notamment par le biais de l'investissement, l'examen sans tabou de la politique monétaire, l'harmonisation fiscale vers laquelle il faut tendre, au plus vite, pour combattre les déséquilibres commerciaux et sociaux au sein de l'Union. Et, cela, l'Union aura plus de chance d'y parvenir si elle repart de son noyau dur historique, les nations qui l'ont voulue, d'abord. Car si l'on attend, par exemple, le bon vouloir des Polonais pour qu'ils renoncent à bénéficier des avantages d'un grand marché qu'ils ont rejoint avec vigueur, sans jouer le jeu de la monnaie unique, nous risquons d'attendre quelque temps encore. Et, là, ce n'est pas à la Commission de décider de la nouvelle donne politique mais aux Etats.

Quand Macron parle d'une nécessaire "feuille de route" il n'a pas tort. Et il semble que l'Allemagne d'une chancelière qui part en septembre pour un quatrième mandat soit plus prête à jouer le jeu qu'elle ne l'était avant l'élection française. Une nouvelle donne qu'il faut espérer voir prendre une vraie consistance et peu importe que cela ne fasse pas plaisir à l'Amérique de M.Trump qui d'ailleurs est loin d'être toute l'Amérique.



Joël Aubert

*Credit Photo :*  
*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 28/05/2017*

*[Url de cet article](#)*